



**PRÉFET  
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
6 avenue du Général de Gaulle  
CS90254  
43009 Le Puy-en-Velay

Le Puy-en-Velay, le 15/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **METAL COLOR EUROPE**

Route d'Yssingaux  
43600 Sainte-Sigolène

Références : UiD4243-EAR-25-151  
Code AIOT : 0005601739

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/04/2025 dans l'établissement METAL COLOR EUROPE implanté Route d'Yssingaux 43600 Sainte-Sigolène. L'inspection a été annoncée le 11/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Il s'agit d'une visite de recollement suite à une plainte déposée et pour laquelle l'inspection avait constaté des non-conformités.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- METAL COLOR EUROPE
- Route d'Yssingaux 43600 Sainte-Sigolène
- Code AIOT : 0005601739
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Metal Color Europe est spécialisée dans le traitement de surface en utilisant des techniques de thermolaquage et de peinture liquide. L'entreprise dispose également d'installations permettant la préparation des supports par traitement chimique ou mécanique.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Déchets	Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 5.1.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	VLE rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 3.2.3	Demande d'action corrective	1 mois
4	Caractérisation des risques	Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 7.1.2	Demande d'action corrective	1 mois
5	Infrastructures et installations	Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 7.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	règles d'aménagement	Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 8.1.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a montré son intention de se conformer aux prescriptions fixées par la réglementation des installations classées pour l'environnement et par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°DAI-B1/2009-404 du 3 août 2009.

L'exploitant devra transmettre les différents rapports qui seront réalisés par l'entreprise SOCOTEC concernant les analyses de sol, les rejets atmosphériques et les installations électriques. Il devra, si nécessaire, prendre les mesures afin de répondre aux non-conformités qui seraient relevées.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : règles d'aménagement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 8.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Atelier de traitement de surface
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les sols des installations où sont stockés, transvasés ou utilisés des liquides contenant des acides, des bases, des sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre ou contenant des substances très toxiques et toxiques définies par l'arrêté du 20 avril 1994 relatif à la déclaration, la

classification, l'emballage et l'étiquetage des substances sont munis d'un revêtement étanche et inattaquable. Ils sont aménagés de façon à diriger tout écoulement accidentel vers une capacité de rétention étanche (...)

Suivi de l'inspection du 21/11/2024 : Point de contrôle n°1 :

Lors de la visite, il a été constaté que la bordure de la rétention, composée de blocs bétons scellés les uns aux autres, avait été percutée par un engin et n'assurait plus sa fonction de rétention, que l'exploitant avait foré un puisard au sein de la rétention, afin de recueillir, selon lui, les eaux s'y écoulant et qu'une pompe avait été installée au sein de ce puisard pour collecter les eaux présentes dans la rétention et que le tuyau de refoulement de cette pompe dirigeait les eaux dans un caniveau du site relié au réseau communal d'eaux usées.

Sans délai, l'exploitant devait supprimer le tuyau raccordant la pompe au caniveau

Dans un délai de 15 jours, il devait fournir un rapport d'incident et transmettre les FDS des produits utilisés dans les bains de rinçage et les derniers bordereaux de traitement en déchets industriels des eaux de rinçage.

Dans un délai de 3 mois, l'exploitant devra justifier de la réalisation des travaux d'étanchéité du sol au droit de la chaîne de thermolaquage automatique, tant sur le pourtour de la rétention qu'au niveau du puisard nouvellement créé.

#### **Constats :**

Lors de la visite, il a été constaté que le tuyau raccordant la pompe au caniveau avait été supprimé.

Les travaux d'étanchéité étaient en cours de finalisation. Des ouvriers étaient en train de finaliser la remise en état des bordures de la rétention au droit de la chaîne de thermolaquage automatique.

Le puisard et le caniveau ont été équipés d'une plaque les rendant imperméables.

L'exploitant a pu produire les FDS des produits utilisés dans les bains de rinçage ainsi que les derniers bordereaux de traitement en déchets industriels des eaux de rinçage.

Le rapport d'incident à l'origine des dégâts de la bordure de la rétention a été transmis à la fin de la visite.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 2 : Déchets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 5.1.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Entreposage de déchets

#### **Prescription contrôlée :**

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraine, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides répandus et des eaux météoriques souillées.

Suivi de l'inspection du 21/11/2024 : point de contrôle n°2.

<p>Lors de la visite, il a été constaté la présence de bacs contenant des poudres utilisées dans le process, sans indication du danger qu'elles pourraient présenter pour l'environnement. Ces poudres n'étaient par ailleurs pas protégées des eaux météoriques. Il a également été constaté la présence d'un GRV contenant un liquide désigné comme un dissolvant par l'exploitant, non associé à une rétention ainsi que la présence de plusieurs bidons métalliques contenant du liquide dont émanait une odeur de dissolvant et qui ne comportaient aucune indication sur la nature des produits qu'ils contenaient, ni sur leur potentiel danger sur l'environnement. Aucune rétention n'était associé à ces bidons.</p> <p>Dans un délai de 15 jours, l'exploitant devait mettre sur rétention les déchets liquides susceptibles de contenir des matières dangereuses pour l'environnement et faire en sorte que les déchets contenant des matières dangereuses pour l'environnement (poudres) soient protégés des pluies météoriques. Un étiquetage devait être mis en place pour identifier clairement la nature des déchets.</p> <p>Dans un délai de 3 mois, l'exploitant devait avoir procédé à l'élimination des déchets stockés et fournir les bordereaux de suivi de déchets associés ainsi qu'un plan des stockages des déchets actualisés. Dans ce même délai, il devait réaliser une analyse des sols au niveau des stockages sur sol herbeux (hydrocarbures, HAP, COHV, BTEX et la présence de métaux).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a produit les bordereaux de suivi des déchets.  Il a présenté un plan des stockages à jour.  Lors de la visite, il a été constaté la présence de bidons contenant des liquides susceptibles d'être pollués. Ces bidons étaient placés sur rétention. Le GRV aperçu lors de la dernière visite a été évacué.  Les poudres étaient stockées dans des big-bags et des caisses en plastique.  Suite à une convention signée avec MJ Valorisation, des couvercles de protection vont être livrés afin de protéger les poudres des eaux météoriques.  Néanmoins, l'exploitant a présenté un rapport du fabricant des poudres certifiant l'absence de matières métalliques dans leur composition.  Concernant les analyses de sol au niveau des stockages sur sol herbeux, l'exploitant a présenté un devis signé avec la société SOCOTEC qui doit intervenir le 7 avril 2025 pour le réaliser.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Dans un délai d'1 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection le résultat des analyses de sol réalisées par la société SOCOTEC.</p> <p>En cas de pollution avérée, l'exploitant prendra les mesures nécessaires pour réaliser la dépollution.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

### N° 3 : VLE rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 3.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, air
<b>Prescription contrôlée :</b>  Concentration en mg/Nm3 Conduit n°1 : alcalins (OH) = 10 ; SO2=100 ; Nox eq NO2 = 200 Conduit n°2 à 7 : poussières = 100 si flux < 1kg/h et 40 si flux > 1kg/h ; SO2=300 ; Nox eq NO2= 500 ; COVNM=110  Suivi de l'inspection du 31/05/2024 Lors de la visite, l'exploitant a présenté un rapport de mesures datée du 04/03/2021. il aurait du en présenté un daté de moins d'un an.  Dans un délai de 3 mois, l'exploitant devait faire réaliser une mesure d'alcalinité dans les effluents du conduit 1 et transmettre le résultat à l'inspection
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté un devis signé avec la société SOCOTEC qui doit intervenir le 7 avril 2025.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Dans un délai de 1 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection le rapport d'analyse des rejets atmosphériques. En cas de dépassement, l'exploitant justifiera de l'origine du dépassement et des moyens à mettre en œuvre pour respecter les valeurs limites d'émission ainsi qu'une échéancier.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 4 : Caractérisation des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 7.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, zones de danger
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosives pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci.  Suivi de l'inspection du 31/05/2024 : Lors de la visite, le plan de l'établissement présenté n'identifiait pas ces zones. Aucune

matérialisation spécifique n'a été rencontrée.
Dans un délai de 3 mois, l'exploitant devait transmettre un plan mis à jour indiquant les zones de l'établissement concernées et les matérialiser physiquement
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté un plan de l'établissement sur lequel les zones susceptibles d'être à l'origine d'un incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses, étaient représentées. Lors de la visite, il a été constaté que ces zones n'étaient pas matérialisées physiquement.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Dans un délai d'1 mois, l'exploitant justifiera de la matérialisation physique des zones de danger citées dans les constats et matérialisées sur le plan. L'exploitant devra s'assurer que la nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiqués à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 5 : Infrastructures et installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 7.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  (...) une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.  Suivi de l'inspection du 31/05/2024 : Lors de la visite, l'exploitant a présenté un rapport de vérification des installations électriques daté de plus d'un an et comportant des observations (absence ou inadéquation des dispositifs de protection contre les surintensités ; dysfonctionnement des dispositifs différentiels à courant résiduel et inadéquation des matériels ou des canalisations électriques dans les locaux à risque d'incendie et/ou zones à risques d'explosion). Dans un délai de 3 mois, l'exploitant devait faire réaliser une vérification de l'ensemble de l'installation électrique et transmettre à l'inspection le rapport de cette vérification et les cas échéant, les justificatifs permettant de lever les observations qu'il comporte pour les plus simples à traiter, ou un plan d'actions accompagné d'échéances argumentées pour celles nécessitant des travaux plus importants
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté un devis signé avec la société SOCOTEC qui doit intervenir le 7 avril 2025.

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Dans un délai d'1 mois, l'exploitant devra transmettre à l'inspection le rapport de vérification des installations électriques réalisée par SOCOTEC.</p> <p>En cas de non-conformité relevée, l'exploitant accompagnera le rapport de vérification d'un plan d'action visant à les corriger et d'un échéancier de mise en conformité.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>